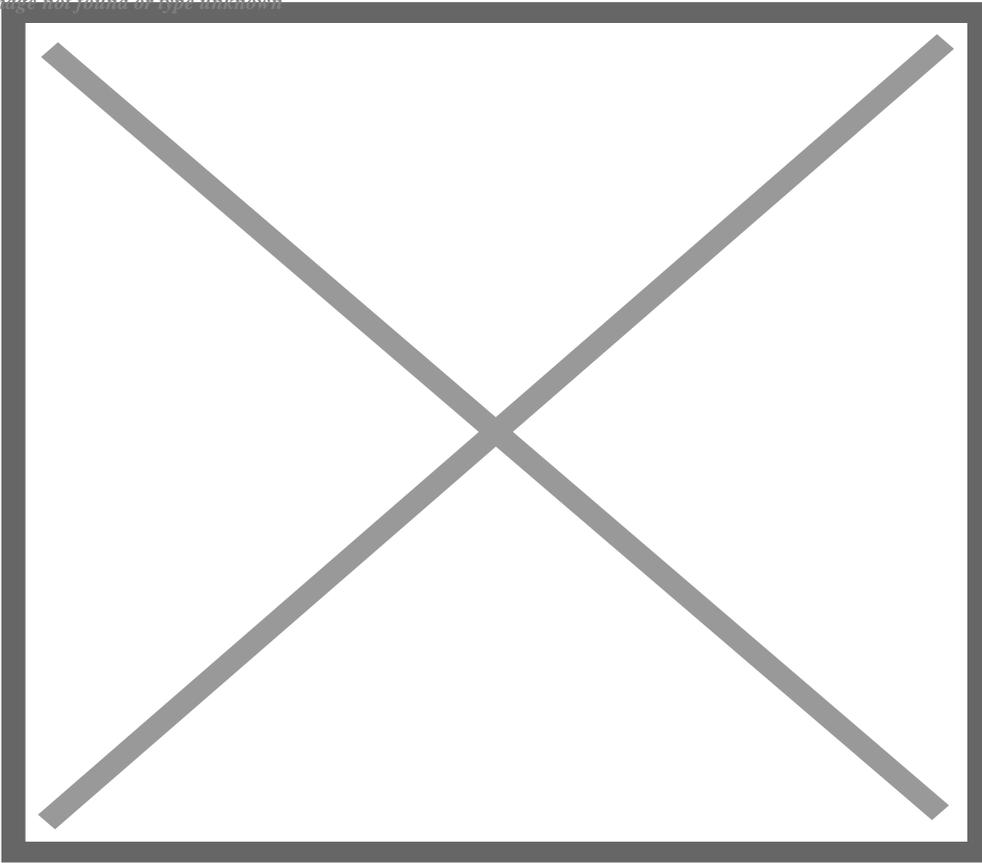


Trump cherche à renforcer la guerre économique contre Cuba, souligne Díaz-Canel

Image not found or type unknown



Díaz-Canel a affirmé que la cause légitime et noble du peuple cubain l'emportera et que ce dernier gagnera une fois de plus. Photo : Archivo/RHC

La Havane, 20 jan (RHC) Le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, Miguel Díaz-Canel a déclaré lundi que la réinscription du pays sur la liste des pays soutenant le terrorisme, par le président américain Donald Trump, vise à renforcer davantage la guerre économique cruelle contre l'île.

Dans son compte sur le réseau social X, le chef de l'État a souligné que la réintégration de Cuba sur la désignation frauduleuse « dans un acte d'arrogance et de mépris de la vérité », n'est pas surprenante et vise à la domination.

Il a souligné que le résultat des mesures extrêmes de siège économique imposées par l'occupant de la Maison Blanche a été de provoquer des pénuries au sein du peuple cubain et une augmentation significative du flux migratoire vers les États-Unis.

« Cet acte de dérision et d'abus confirme le discrédit des listes et des mécanismes coercitifs unilatéraux du gouvernement des États-Unis », a déclaré Díaz-Canel.

Le président cubain a affirmé que « la cause légitime et noble de notre peuple prévaudra et gagnera une fois de plus ».

M. Trump, qui n'est en fonction que depuis quelques heures, a révoqué lundi l'ordonnance prise il y a six jours à peine par son prédécesseur, Joseph Biden, qui excluait Cuba de la liste unilatérale des pays soutenant le terrorisme.

Il a également annoncé qu'il annulerait au moins 78 « mesures exécutives destructrices et radicales » de l'administration précédente, et a affirmé que ces mesures seraient « annulées » en cinq minutes.

Le 14 janvier, Joe Biden a décidé, bien que tardivement, que Cuba « ne devrait plus être désignée comme un État soutenant le terrorisme ».

Il a également accordé une dérogation au titre III de la loi Helms-Burton, également connue sous le nom de loi sur la liberté, pour une période de six mois, et a annulé le mémorandum présidentiel de sécurité nationale 5 de 2017 sur la politique cubaine afin d'éliminer la liste dite « restreinte ».

Ces mesures ont été reçues comme un devoir de justice élémentaire envers le pays caribéen et comme un pas dans la bonne direction, bien que le blocus soit resté en place. (Source : Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/374601-trump-cherche-a-renforcer-la-guerre-economique-contre-cuba-souligne-diaz-canel>



Radio Habana Cuba